

# N MILIEU, UNE COMMUNAUTÉ, UN TERRITOIRE OÙ IL FERAIT BON VIVRE...

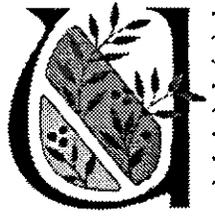
Josée Belleau



L' R DES  
CENTRES DE  
FEMMES  
DU QUÉBEC

POUR UNE VISION  
GLOBALE ET  
FÉMINISTE DU  
DÉVELOPPEMENT  
LOCAL

DOCUMENT DE  
RÉFLEXION  
À L'INTENTION DES  
CENTRES DE FEMMES



**D** N MILIEU,  
**UNE COMMUNAUTÉ,**  
**UN TERRITOIRE**  
**OÙ IL FERAIT BON VIVRE...**

---

# **R**EMERCIEMENTS

---

**Recherche et rédaction :** Josée Belleau

**Coordination :** Michèle Asselin et Nathalie Lefebvre

Nous remercions chaleureusement les membres du comité Développement socioéconomique de l'Ŕ des centres de femmes du Québec pour la pertinence de leurs commentaires et leur précieuse contribution au projet « Femmes visionnaires et partenaires du développement »

**Odile Boisclair,**

Centre des femmes L'Étincelle, Baie-Comeau, Côte-Nord

**Danielle Labrie,**

Centre de femmes de Ville-Marie, Témiscamingue

**France Lavigne,**

Centre des femmes de Shawinigan, Mauricie

**Augustine Matumona,**

Afrique au féminin, Montréal

**Lucie Ménard,**

Carrefour des femmes d'Anjou, Anjou

Correction d'épreuves : Isabelle Chagnon

Design graphique et infographie : L'infographiste

Illustrations : Claudette Rodrigue

Publication : L'Ŕ DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC

110, rue Sainte-Thérèse, bureau 507, Montréal (Québec) H2Y 1E6

Téléphone : (514) 876-9965

Télécopieur : (514) 876-9176

Courriel : rfemqc@total.net

Le texte peut être reproduit à condition d'en mentionner la source.

Ce document a été réalisé grâce au soutien financier de Condition féminine Canada, programme Promotion de la femme, dans le cadre de l'initiative « Femmes visionnaires et partenaires du développement ».

Les vues exprimées ici ne représentent pas nécessairement la politique officielle de Condition féminine Canada.

2<sup>e</sup> édition — Mars 2000

*Nota :*

*Le « E » est utilisé pour rendre visible le féminin et alléger le texte.  
Par exemple, au lieu de « citoyennes et citoyens », il sera écrit  
« citoyenNEs », au lieu de « décideurs et décideuses », il sera écrit  
« décideurEs ».*

# **TABLE DES MATIERES**

---

<i>Un milieu, une communauté, un territoire où il ferait bon vivre...</i>	7
<i>La petite histoire de Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole</i>	13
<i>Les idées de Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole</i>	17
<i>Les centres de femmes : pépinières en développement local</i>	24
<i>Le développement local : une nouvelle mode ? une nouvelle façon de nous diviser ? un autre mot pour dire ce que nous faisons déjà ?</i>	35
<i>Une approche globale du développement local : mission impossible ?</i>	45
<i>Tango entre développement d'en haut et développement d'en bas</i>	49
<i>Mondialiser nos solidarités... locales !</i>	59
<i>Annexe 1</i>	61
<i>Annexe 2</i>	63
<i>Bibliographie</i>	67



## UN MILIEU, UNE COMMUNAUTÉ, UN TERRITOIRE OÙ IL FERAIT BON VIVRE...

---

Un territoire où il ferait bon vivre pour touTEs, cela veut dire un endroit où vivent des femmes et des hommes, jeunes et adultes, qui ont le sentiment qu'elles et ils peuvent grandir, apprendre, s'épanouir, s'exprimer, travailler, créer, etc., dans un contexte et un climat qui soutiennent sans exclusion et sans discrimination leur dignité, leur liberté, leur égalité, leurs potentiels et leurs espoirs. Cela veut donc dire la reconnaissance d'une multitude de besoins, d'activités, de règles, de lois, de structures, de biens et de services à plusieurs niveaux et dans plusieurs domaines.

Faire un portrait de tous les besoins et droits des personnes dans notre milieu, et des moyens pour en assurer le respect, c'est tout un contrat! On peut cependant participer à la définition du portrait en partant de nos propres expériences et connaissances de la vie quotidienne.

*Les femmes se sentent interpellées comme agentes de développement dans chacune de leurs régions et comme féministes véhiculant une approche globale axée sur le développement des personnes dans leur environnement.*

Jocelyne Bradley  
Centre de femmes Parmi-elles,  
St-Pierre-les-Becquets  
*La place des femmes dans le  
développement local  
Rapport de mission de la délégation  
québécoise  
Territoires d'avenir,  
Carcassonne (France),  
juin 1997*

Si on se centre sur la vie quotidienne des femmes que nous sommes, de celles qui nous entourent et qui fréquentent le centre, donc des femmes qui vivent dans le même milieu que nous, ce sont d'autres questions qu'on peut soulever, des questions qui rejoignent nos préoccupations et nos revendications.

Par exemple...

- ❖ *De quoi j'ai besoin pour vivre décemment, être en santé, être autonome, me sentir épanouie, me sentir en sécurité, avoir l'impression d'utiliser toutes mes capacités, avoir un milieu de vie agréable, avoir un milieu de travail agréable, un milieu d'étude agréable, avoir des lieux d'échange, de ressourcement et de plaisir, etc. ?  
Quels sont mes projets et mes rêves ?*
- ❖ *De quoi mon ou ma conjointE, mon ou mes enfants ont besoin pour vivre...  
Quels sont leurs projets et leurs rêves ?*
- ❖ *De quoi mes proches et mes amiEs ont besoin pour vivre...  
Quels sont leurs projets et leurs rêves ?*
- ❖ *De quoi mes voisinEs ont besoin pour vivre...  
Quels sont leurs projets et leurs rêves ?*
- ❖ *De quoi les femmes de ma communauté ont besoin pour vivre...  
Quels sont leurs projets et leurs rêves ?*

**P**rendre un moment pour réfléchir au sujet de la vie quotidienne avec nos proches, avec les femmes de notre centre et de notre milieu peut ouvrir une discussion plus large à propos de ce qui se fait dans notre communauté et sur le territoire où nous vivons et habitons. On pourra ainsi mieux discerner la place, le rôle et l'impact de l'action du centre de femmes dans sa communauté.

## LE LOCAL EN IMAGES...

*Visualisez l'endroit, le lieu, l'espace près de chez vous ; visualisez votre quartier au complet, votre village au complet, votre banlieue au complet. Imaginez une grande carte géographique, une grande photo panoramique de votre milieu.*

*Que voyez-vous? Maisons, immeubles, rues, parcs, magasins, écoles, hôpital, centre commercial, hôtel de ville, terrains vagues, cours d'eau, centre de femmes...*

*Voyez-vous des gens? Qui sont-ils? Les connaissez-vous? Comment les rencontrer? Ces personnes partagent-elles les mêmes préoccupations que vous, ont-elles des difficultés ou des rêves différents? Où sont les femmes dans cet espace local, qui sont-elles, que font-elles? Ces femmes vivent-elles seules, avec leurs enfants, leur conjointE, leurs proches? Etc.*

Un milieu, une communauté,  
un territoire où il ferait bon vivre...

*Une bonne façon de rendre visible le travail des femmes est de faire une liste de toutes les tâches accomplies dans une journée, celles qui sont exécutées à la maison, dans la communauté et en emploi. On inclut les tâches domestiques, mais aussi d'autres activités comme les tâches pour organiser des loisirs ou participer à la vie citoyenne. Cela permet de reconnaître les nombreuses responsabilités que jonglent les femmes au quotidien, et de mettre à jour la force centrale des femmes dans l'économie familiale, communautaire, locale, nationale.*

*WomenFutures, Parce que les femmes comptent, 1993*

## CE QU'ON FAIT ET CE QUI EXISTE DÉJÀ, ET QUI EST SATISFAISANT

*Ce que je fais présentement*

- ❖ *Ce que le centre de femmes accomplit présentement*
- ❖ *Ce qui existe actuellement dans notre milieu*

qui permet de satisfaire en partie ou totalement mes besoins essentiels et mes aspirations personnelles, ainsi que celles de mes enfants, de mon ou ma conjointE, de mes proches et amiEs, des femmes du centre et de mon milieu, etc.

Les paroles et les gestes de la vie quotidienne des femmes tissent la toile de la vie familiale et communautaire ainsi que de notre milieu de travail et d'action sociale et politique. Il est fort possible que cela ne soit pas suffisamment reconnu à sa juste valeur, mais il faut bien reconnaître entre nous que nos paroles et nos gestes ont des effets positifs sur le développement de notre milieu ! Il faut cultiver le réflexe d'apprécier nos réalisations et nos contributions, petites et grandes, modestes et spectaculaires, au développement de nos propres vies ainsi que de celles de nos proches et de notre communauté.

## CE QU'ON FAIT ET CE QUI EXISTE DÉJÀ, MAIS QUI N'EST PAS SATISFAISANT

- ❖ *Ce que je fais maintenant, mais qui ne donne pas ce que je voudrais*
- ❖ *Ce que font mes proches, mes amiEs, les femmes, le centre de femmes, la communauté, mais qui ne donne pas ce que l'on voudrait*
- ❖ *Ce qui existe (services, biens, structures et infrastructures) actuellement dans notre milieu, mais qui ne donne pas ce que l'on veut, qui n'est pas encore accessible à touTEs, etc.*

**L**es réponses à ces questionnements sont souvent celles qui nous viennent en premier dans nos débats féministes : nous sommes souvent des expertes du « ce qui ne va pas bien », étant donné les situations personnelles et collectives de discrimination, d'exclusion, d'injustice, d'isolement, de marginalisation et d'invisibilité de tout ordre que vivent encore aujourd'hui de trop nombreuses femmes.

Un milieu, une communauté,  
un territoire où il ferait bon vivre...

**CE QU'ON NE FAIT  
PAS  
OU QUI N'EXISTE  
PAS,  
MAIS QUI  
DEVRAIT EXISTER**

- ❖ *Ce que je ne fais pas au quotidien*
- ❖ *Ce que mon centre ne fait pas*
- ❖ *Ce qui n'existe pas dans notre milieu*

que nous pourrions réaliser pour que nos vies personnelles, la vie des femmes et la vie quotidienne dans notre milieu soient plus satisfaisantes, équitables, solidaires, justes, égalitaires, démocratiques...

Nous avons toutes des idées et des projets pour « changer le monde », et nous ne sommes pas les seules ! En effet, nos proches, nos enfants, les femmes du centre ainsi que les femmes et les hommes de notre milieu ont aussi leurs propres visions. Cela veut donc dire que nous devons porter sur la place publique nos idées et nos projets, entendre ceux que les autres apportent, pour ensuite en débattre, s'écouter, s'opposer, négocier, s'allier, se concerter, se mobiliser... Ce processus politique est incontournable, même si des fois, on aimerait mieux s'en passer parce que c'est difficile !

En bout de ligne, le « ce qu'il faut changer » impliquera très concrètement notre participation et notre action, ainsi que celles de nos proches, de nos groupes d'appartenance, des groupes de notre milieu, des structures, des services et des entreprises dans notre milieu, etc.

*Et si on accompagnait Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole au cœur de leur quotidien...*

# **L**A PETITE HISTOIRE DE NICOLE, MALIKA, JUDY, ANA MARIA ET CAROLE

---

**Nicole** est mère monoparentale. Elle a un emploi qui lui procure un revenu tout juste suffisant pour satisfaire ses besoins de base et ceux de ses deux enfants. La pension alimentaire des enfants est minimale. Son ex-conjoint est travailleur saisonnier à la scierie, qui est fermée six mois par année. Nicole vit en milieu semi-rural, sur le chemin principal entre deux gros villages. Elle a des problèmes avec les services de garde et de repas parce qu'elle travaille souvent de midi à 20 h à l'agence de location de voitures. Son logement est correct, mais sa maison est située dans un coin où il manque plusieurs services de base. Elle aimerait bien avoir du temps pour se trouver un chum, ou juste pour avoir du plaisir avec ses amies.



**Malika** est une jeune femme qui vient tout juste d'avoir vingt ans. Elle voudrait devenir professeure de langues. Mais pour le moment, elle travaille à temps partiel à la cafétéria de l'hôpital afin d'aider sa famille, surtout sa mère, qui se remet d'un grave accident de voiture. Ses parents ont immigré au Québec, il y a quinze ans, et ne sont pas très riches. Malika n'aime pas vraiment son emploi à la cafétéria, rémunéré au salaire minimum. Elle se dit qu'en faisant du bénévolat, elle pourrait rencontrer du nouveau monde et explorer d'autres voies pour répondre à ses aspirations professionnelles. Un jour où elle accompagne sa mère à la clinique médicale, elle y trouve un dépliant du centre de femmes dans lequel on parle de la pauvreté des femmes et de l'analphabétisme.





**Judy** est une agente d'immeubles. Ses affaires vont relativement bien. Elle vit en couple avec sa blonde Claire depuis dix ans maintenant. Elles viennent d'emménager dans une nouvelle maison en banlieue. Judy aime bien jaser avec ses voisins. Entre autres, on lui fait part des problèmes de pollution qui existent dans le coin à cause d'un dépotoir maintenant fermé, mais où l'on aurait enfoui des produits toxiques. On dit même que certains enfants seraient devenus malades dans les dernières années. Cela inquiète Judy et elle trouve que la municipalité devrait se pencher sur la situation. Mais dans l'immédiat, Judy et Claire vivent un autre type de problème : le voisin d'à côté est particulièrement hostile envers elles parce qu'elles sont lesbiennes. Il interdit même à ses enfants de leur parler.



**Ana-Maria** a 48 ans. Elle a perdu son emploi l'année dernière lorsque la manufacture de la région a fermé ses portes. Elle a épuisé ses prestations d'assurance-emploi et elle s'est résignée à demander de l'aide sociale. Elle est révoltée et amère parce qu'elle a tant travaillé pour assurer son autonomie, et tout cela s'est écroulé. Ana Maria vit séparée de son mari Augusto. Son fils aîné vit à Toronto et lui envoie parfois de l'argent. Ana Maria vit avec Jaime, son fils de seize ans, qui a de gros problèmes à l'école. Elle pense qu'il fait partie d'une gang de rue et cela lui est confirmé le jour où une policière se présente à la maison dans le cadre d'une enquête entourant un vol de dépanneur. La policière se montre très compréhensive envers les inquiétudes d'Ana Maria et promet de la rappeler. Dans la même semaine, un professeur de l'école secondaire lui mentionne l'existence d'un centre communautaire dans le quartier qui pourrait l'aider.

**Carole** a 30 ans et reste avec son chum André. Elle se cherche un emploi depuis quatre mois. Sa fille de 5 ans est en maternelle. Elle n'a pas d'auto et il n'y a pas de transport en commun à l'endroit où elle vit, aux abords d'une petite ville de région. La mère de son chum lui passe son auto tous les vendredis. Son chum lui passe son char les jours où il ne travaille pas. Un taxi de chez elle au Centre local d'emploi ou au Centre commercial lui coûte au moins 20 \$, aller-retour. Elle n'a pas d'argent pour s'acheter une auto usagée. Les offres d'emploi qui l'ont intéressée à date sont dans des entreprises de la ville voisine (20 km).





# LES IDÉES DE NICOLE, MALIKA, JUDY, ANA MARIA ET CAROLE

---



*Nicole* pense à un centre communautaire ouvert jusqu'à neuf heures du soir, où les enfants pourraient aller après l'école suivre des cours de sport ou d'art, souper, faire leurs devoirs. Nicole croit que d'autres parents pourraient être intéressés par cette idée. Elle en a parlé à son amie Denise qui est bénévole à la halte-garderie du Centre de femmes. De fil en aiguille, l'idée fait son chemin. Le Centre de femmes et l'Association des familles monoparentales sont prêts à proposer cette idée à la prochaine rencontre de la Table de concertation locale sur le développement social. De plus en plus d'organismes trouvent le projet intéressant, tout comme le CLSC et l'école. Un an plus tard, plus de quarante parents, dont un conseiller municipal, appuient le projet. L'idée de Nicole est maintenant partagée par d'autres parents et par des organismes du milieu.

Pour Nicole et ses enfants, ce serait une ressource qui améliorerait leurs conditions de vie et la qualité de vie. Nicole serait moins fatiguée, aurait plus de temps à consacrer à sa vie personnelle et de citoyenne. Elle aimerait aussi s'impliquer au conseil d'administration de la ressource. Mélanie et Gilles auraient accès deux ou trois fois par semaine à un lieu de loisirs et d'éducation, avec souper collectif en prime. L'aide aux devoirs serait un atout pour Gilles, qui n'aime pas l'école, et l'atelier d'arts martiaux serait pour Mélanie l'occasion de développer son affirmation de soi. Cette ressource communautaire pourrait créer des emplois durables et décentement payés pour des jeunes et des moins jeunes.

Ce projet pourrait répondre à plusieurs besoins et contribuer à l'amélioration des conditions de vie des parents et des enfants du quartier. Il permettrait à Nicole, comme à d'autres mères, de mieux concilier leurs rôles de parent, de travailleuse et de citoyenne.



**Malika** voudrait combiner son désir d'enseigner les langues et de s'impliquer bénévolement dans sa communauté en organisant un atelier d'alphabétisation. Elle se rend au centre la semaine suivante et y rencontre Danielle, une travailleuse qui l'invite à participer à une soirée de solidarité organisée par la table de concertation locale sur la pauvreté, où Malika pourra rencontrer des membres du C.A. du centre et leur présenter son projet. Au cours de cette soirée, Malika entendra parler d'une panoplie de différentes mesures de soutien à l'emploi de jeunes, de l'insertion sociale et professionnelle, de l'économie sociale, de la lutte à la pauvreté, de l'éducation populaire, de la citoyenneté, des relations interculturelles, etc.

Les conditions de vie et de travail de Malika sont celles de plusieurs jeunes femmes. Deux mois plus tard, le Centre de femmes propose de mettre sur pied un atelier d'alphabétisation en collaboration avec la table de concertation locale. La directrice du Centre local d'emploi est favorable au projet. Onze mois plus tard, un premier financement est accordé, neuf femmes sont inscrites aux ateliers et Malika peut enfin troquer sa job de cafétéria pour celle d'animatrice d'alpha !

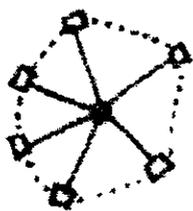
Pour Malika, le projet offre un lieu d'action sociale et un emploi dans un domaine qui met à profit son intérêt pour l'enseignement des langues. Pour les neuf femmes participantes, l'atelier d'alphabétisation est un lieu d'apprentissage, d'autonomie, d'entraide et de solidarité. Pour le Centre de femmes, le projet est une autre expression concrète de sa mission première, soit celle d'améliorer les conditions de vie des femmes dans la poursuite de l'égalité et de la justice sociale.



**Judy** voudrait proposer à tous ses voisins sans exception une corvée de nettoyage des terrains, une vente de garage et un barbecue en plein air. Judy veut aussi profiter de ces activités pour convaincre une dizaine de personnes de former un comité pour la décontamination de l'ancien dépotoir. Jour J : il fait beau, il est 11 heures du matin et on compte plus de 40 personnes, adultes et enfants, qui nettoient ou s'affairent à la vente de garage. Entre deux coups de râteau et le troc d'une théière pour un tournevis, Judy et Claire sèment l'idée du comité pour la décontamination du dépotoir. Plus tard, une vingtaine de voisinEs se retrouvent au barbecue de Judy et Claire, dont Mike, le « fameux » voisin homophobe.

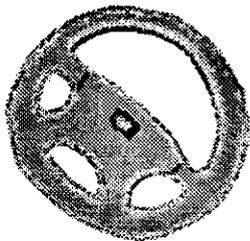
Les membres du tout nouveau comité d'action font du porte-à-porte avec une pétition revendiquant une intervention de la municipalité en ce qui concerne la pollution de l'ancien dépotoir. On recueille plus de deux cents signatures, y compris celles de la conseillère municipale et du directeur du CLSC, qui résident dans le quartier avoisinant le dépotoir. Un débat est prévu pour la prochaine assemblée de la municipalité. Ça va chauffer parce que le propriétaire du terrain de l'ancien dépotoir est un des grands amis du maire. Durant la période de questions, c'est Judy et Mike qui présenteront la pétition des citoyenNEs. Judy n'aurait jamais pensé que l'écologie pourrait être un point de rapprochement avec son voisin Mike, qui n'interdit plus à ses enfants de parler avec elle et Claire.

L'intégration dans un nouveau milieu et la solidarité collective ne sont jamais des choses simples à réaliser dans un monde dominé par l'individualisme. Pour Judy et Claire, les obstacles étaient plus élevés étant donné les préjugés sociaux envers les lesbiennes. En misant sur l'intérêt immédiat des gens à vivre dans un quartier « propre » et plaisant, elles ont pu rallier certaines personnes à une action locale qui dépasse l'intérêt de propriétaire individuel, et qui touche à des enjeux de société (santé publique et protection de l'environnement).



**Ana-Maria** voudrait organiser une sorte de réseau d'aide et d'action entre les générations, qui pourrait offrir un soutien aux parents et aux jeunes en difficulté. Elle ne veut pas sombrer dans la dépression, ni que son fils aille en prison. Elle parle donc de son idée à Céline, la policière, qui pense que cela pourrait intéresser d'autres parents qui ont des jeunes en difficulté et d'autres policiers qui ont envie de s'impliquer auprès des jeunes. Sur un air d'aller, Ana Maria se présente au Centre communautaire et y fait la connaissance de Patrick, un animateur social qui connaît bien le professeur de l'école secondaire qu'elle avait rencontré. Lui aussi trouve l'idée du réseau d'aide et d'action intéressante. Il en parlera aux membres du Centre communautaire à la prochaine réunion. Entre-temps, Patrick suggère à Ana Maria de se joindre au comité sur la sécurité dans le quartier, qui organise une marche exploratoire pour la sécurité des femmes. Deux semaines plus tard, Céline rappelle Ana Maria pour lui dire qu'il y a deux agents et trois mères de jeunes en difficulté qui seraient prêts à consacrer du temps à la mise sur pied le réseau d'aide. Plusieurs membres du comité sur la sécurité ont également démontré leur intérêt pour l'idée du réseau, entre autres deux femmes âgées qui ont déjà été victimes de vol. Ça commence à bouger et Ana Maria se met à reprendre espoir.

L'idée d'Ana Maria n'aurait pas eu de suites sans l'écoute et l'appui de différentEs intervenantEs du milieu sensibiliséEs aux problèmes des jeunes et des mères en difficulté. Ana Maria se sentait seule au monde avec ses problèmes personnels et familiaux, mais sa situation n'était pas unique. Elle a retrouvé son courage en s'engageant dans la réalisation d'un projet qui pourra offrir une aide aux jeunes en difficulté ainsi qu'à leurs parents, souvent des mères monoparentales. Cela pourra également favoriser la participation des gens à d'autres actions locales concernant la lutte contre la violence et la pauvreté.



**Carole** imagine un service de taxi collectif qui partirait de son secteur à heures fixes vers des lieux publics et commerciaux. Mais elle se demande : comment organiser ce service ? comment savoir si d'autres personnes de son secteur seraient intéressées ? est-ce que la compagnie locale de taxis serait intéressée ? y aurait-il un groupe dans son milieu qui pourrait appuyer cette idée et la faire avancer ?

Au réveillon de Noël, dans la famille d'André, Carole parle de son problème et de son projet à Raymond, le beau-frère d'André. Raymond est directeur général du Centre local de développement depuis trois mois. Il dit que les groupes communautaires ont soulevé ce problème lors du dernier conseil d'administration et qu'il ne trouvait pas ça bien important. Mais la situation de Carole vient ébranler ses préjugés et lui fait comprendre l'urgence de la situation pour bien des femmes et des hommes qui, comme Carole, se cherchent un emploi dans la localité. Raymond entend relancer le débat au prochain conseil d'administration, et il compte mettre Carole en contact avec Nancy, qui travaille au Centre de femmes et qui est représentante des groupes communautaires. De cette façon, Nancy pourra présenter l'idée aux groupes. De plus, Nancy connaît au moins une vingtaine de femmes qui fréquentent le centre et qui ont des problèmes de transport. Lorsque Raymond lui téléphone pour lui confirmer la prochaine rencontre du CLD, il lui parle du projet de Carole...

L'idée de Carole devient celle de Raymond et de Nancy, et quelques semaines plus tard, celle de la table des groupes communautaires. Dans combien de temps sera-t-elle celle du CLD au complet ? Il faudra du temps et de l'énergie pour bâtir des alliances politiques et susciter des solidarités sociales dans le milieu pour que ce projet devienne réalité. Le transport collectif demeure un outil essentiel dans la lutte contre l'exclusion sociale et économique des femmes et des hommes, jeunes et vieux, qui vivent dans notre milieu.

*Par exemple, on comprend que l'idée de Nicole prend source dans ses difficultés à concilier son rôle de mère et sa situation de travailleuse. Nicole habite dans un quartier ou un village où d'autres parents vivent une situation semblable, et où il existe des organismes sensibles à ses préoccupations. Son idée devient un projet appuyé par des gens qui vivent sur le même territoire et par des organismes du milieu qui interviennent auprès de différentes populations habitant le même territoire.*

Les centres de femmes ont souvent été les promoteurs de projets locaux qui peuvent ressembler à ceux de nos « Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole ». Parmi les femmes membres et participantes du centre, certaines vivent des situations semblables. Depuis plusieurs années, les besoins éprouvés et les réalités vécues par les femmes participantes et les membres des centres de femmes ont certainement été à la base de plusieurs services et activités qui ont eu un rayonnement dans la communauté.

Les idées de nos « Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole » sont basées sur leur histoire de vie personnelle, mais les projets qui en découlent ont tous une portée collective. Ils concernent des enjeux de société qui sont chers au mouvement féministe et communautaire, comme la conciliation travail-famille, la lutte contre la pauvreté et la violence, la protection de l'environnement, l'intégration sociale et professionnelle des femmes, des jeunes, des immigrantEs, etc. Ce sont des projets qui peuvent aussi contribuer à améliorer la qualité de vie ainsi que les conditions de santé et de travail de plusieurs personnes qui vivent dans le même milieu, la même communauté et sur le même territoire.

À titre d'exemple, voici quelques projets réalisés par des centres de femmes au cours des dix dernières années. Ils peuvent illustrer le savoir-faire collectif des femmes et des centres de femmes dans la sphère du développement local et régional. Si les résultats peuvent paraître modestes ou parfois sembler loin de notre idéal, ils sont néanmoins valables, intéressants ou encourageants. Nous n'avons pas encore changé le monde entier, mais il y a du monde qui a changé...

LE CENTRE DE  
FEMMES EST  
LUI-MÊME  
UN PROJET LOCAL  
AMORCÉ ET  
PORTÉ PAR DES  
FEMMES  
DU MILIEU



## LES CENTRES DE FEMMES :

# DES PÉPINIÈRES EN DÉVELOPPEMENT LOCAL

---

## UN PEU DE RÉPIT SVP POUR DES MÈRES ACTIVES...

Une action lancée par le  
*Carrefour des femmes  
d'Anjou*

et appuyée par  
des organismes  
communautaires  
du quartier

### CONTEXTE

Nous nous sommes aperçues que plusieurs organismes communautaires du milieu offraient un service ponctuel de halte-garderie dans le cadre de leurs activités, et que certains n'avaient pas l'espace suffisant pour accueillir plusieurs enfants. Nous avons également constaté que plusieurs femmes avaient besoin durant la journée de répit parental, ou devaient se rendre chez le médecin, ou faire des courses, ou encore voulaient s'inscrire à des cours d'apprentissage du français, mais qu'il n'y avait pas de service de garde approprié pour répondre à ces besoins. C'est ce qui nous a amenées à concevoir un projet de halte-garderie à prix modique pour le quartier afin de permettre aux femmes à faible revenu d'avoir accès à un service de gardiennage.

### OBJECTIFS

- ❖ Offrir un service de répit pour les femmes démunies et leur permettre d'avoir accès à ce service à prix modique.
- ❖ Permettre aux participantes des organismes communautaires d'Anjou d'utiliser le service de halte-garderie au moment des activités offertes.

### DÉFIS

- ❖ Créer trois emplois permanents à partir de revenus autogénérés.

## RÉSULTATS

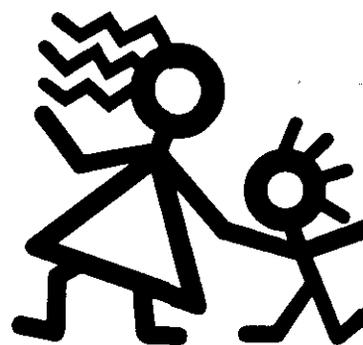
- ❖ L'accueil de 64 familles, dont 92 enfants à la halte-garderie.
- ❖ La difficulté de générer des revenus suffisants pour financer les trois emplois, notamment parce que le service n'est pas encore assez connu dans le quartier. Mais la subvention est maintenue, et les revenus autogénérés présentement permettent de financer deux postes : une travailleuse à temps plein et une à temps partiel.

## OBSTACLE PRINCIPAL

- ❖ Trouver un local adéquat et assez spacieux pour accueillir un grand nombre d'enfants à la fois.
- ❖ Le coût très élevé du local.

## RETOMBÉES ET SUITES

Plusieurs mères et enfants ont bénéficié du service de garde.  
Plusieurs organismes communautaires bénéficient de cette halte-garderie commune.



## UN GRAND RENDEZ-VOUS CULTUREL

Une activité lancée par le  
*Centre des femmes  
d'ici et d'ailleurs*  
de Montréal  
(quartier Villeray)

### CONTEXTE

En 1994, les participantes et les travailleuses du Centre voulaient souligner l'art sous toutes ses formes pour mettre en valeur la créativité des femmes et favoriser un échange entre femmes d'ici et d'ailleurs. Chose dite, chose faite ! La première édition du « Mois de l'art » avait donc lieu en 1994, et depuis, l'événement se répète tous les ans. Des expositions, des ateliers d'art, du cinéma et de la vidéo, des spectacles ont ainsi été mis sur pied et présentés. Pour l'édition 1999 du « Mois de l'art », les activités se déroulent pendant tout le mois de mai au rythme d'une ou deux par semaine.

### OBJECTIFS

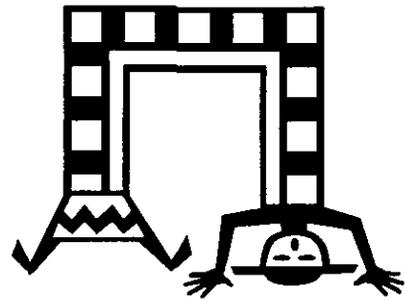
- ❖ Donner un lieu aux femmes de toutes origines qui veulent faire connaître leurs talents et partager avec d'autres le plaisir de créer.
- ❖ Permettre à toutes de connaître et d'apprécier l'art sous ses diverses formes et sa représentation dans différentes cultures.

### DÉFIS

- ❖ L'organisation matérielle (budget et locaux), le temps requis pour l'organisation et l'énergie pour répondre à tous les besoins structurels et personnels.
- ❖ Les ajustements ponctuels à effectuer en raison des variations dans la disponibilité de l'équipe de travail.

## RÉSULTATS

- ❖ Un événement populaire depuis 1994 : chaque année on en redemande !
- ❖ Par exemple, en 1997, une vingtaine d'artistes ont exposé leurs œuvres et animé des ateliers (textiles, masques, percussions, voix, danse, écriture), alors que plus de 70 femmes participaient aux ateliers d'expression et qu'une centaine assistaient au vernissage et au spectacle de clôture.
- ❖ Les liens d'amitié qui se tissent entre les artistes, organisatrices et participantes.
- ❖ Certaines participantes découvrent leur potentiel artistique, tandis que d'autres poursuivent leur démarche créatrice.
- ❖ La créativité et la libre expression des femmes dans une ambiance de respect, d'ouverture et de partage.



# **PIGNONS SUR RUE : MAINTENANT NOTRE MAISON NOUS APPARTIENT !**

Une action concertée  
de six groupes de femmes  
de la Côte-Nord, dont le  
*Centre de femmes l'Éclaircie  
de Baie-Comeau,*  
le *Centre de femmes Aux  
Quatre Vents* de Sept-Îles  
et le *Centre des femmes de  
Forestville*

## **CONTEXTE**

Des groupes de femmes de la Côte-Nord constatent qu'ils sont sous-financés et qu'ils ont des problèmes de logement (coûts élevés, lieux exigus, site et emplacement mal adaptés aux besoins des participantes). Les groupes mettent en commun leurs besoins et élaborent un projet : Pignons sur rue. Le promoteur est le Regroupement des femmes de la Côte-Nord, mais chaque groupe doit monter son projet et le présenter. Le projet collectif prend son essor lors d'une Conférence socioéconomique régionale en octobre 1988.

## **OBJECTIFS**

- ❖ Passer d'une situation précaire de locataire à celle, plus stable, de propriétaire.
- ❖ Améliorer les lieux de travail pour mieux répondre aux besoins des travailleuses et des participantes.
- ❖ Augmenter l'autonomie financière du centre.

## **DÉFIS**

- ❖ Convaincre les multiples intervenantEs économiques et politiques de la pertinence du projet afin d'y investir des fonds.
- ❖ Trouver un bâtiment situé dans un endroit accessible aux femmes et qui correspond aux besoins réels exprimés par le groupe ou le centre.
- ❖ Répondre aux exigences des règlements municipaux.

## RÉSULTATS

- ❖ Six groupes de femmes, dont trois centres de femmes, sont maintenant propriétaires de leur bâtisse.
- ❖ Certains groupes louent une partie de leurs locaux pour assurer un revenu d'autofinancement.

## ASPECTS INNOVATEURS

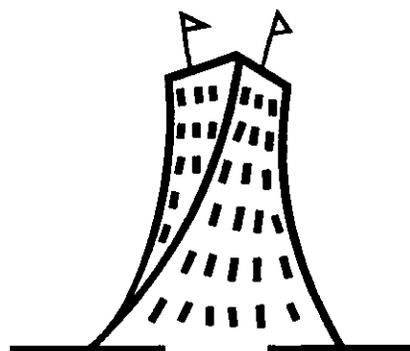
- ❖ L'idée en soi était neuve en 1988 : que les groupes de femmes soient propriétaires de leurs lieux !
- ❖ Création d'un réseau d'appuis et d'alliances solides.
- ❖ Partager avec les intervenantEs du milieu notre vision sur les impacts socioéconomiques du projet dans les communautés.

## OBSTACLES PRINCIPAUX

- ❖ La résistance des milieux politique et économique ainsi que des fonctionnaires.
- ❖ Les groupes de femmes ont fait l'apprentissage d'un processus long et fastidieux : une conférence socioéconomique visant une entente spécifique. En même temps, les femmes se sont familiarisées avec les différentes instances décisionnelles.

## RETOMBÉES ET SUITES

- ❖ Lieux de travail et d'activités plus adéquats.
- ❖ Plus grande autonomie financière des groupes.
- ❖ Meilleur accès des groupes au crédit (par exemple, deuxième hypothèque, marge de crédit, etc.).
- ❖ Exportation possible du projet (obtenu dans le cadre d'une entente spécifique) vers d'autres régions.



## LES BELLES ENTREPRISES...

Une action du *Centre des  
femmes de Ville-Marie*

### CONTEXTE

En 1994, une étude du Regroupement des femmes d'Abitibi-Témiscamingue et les nombreuses demandes des femmes au Centre démontrent l'existence d'une discrimination à l'emprunt à l'endroit des femmes entrepreneures du milieu. S'ajoutent aussi les difficultés de plusieurs à se trouver un emploi ou à créer leur propre emploi. Le Centre décide de mettre en place un cercle d'emprunt pour appuyer les femmes du Témiscamingue dans leurs réalités et leurs projets.

### OBJECTIFS

- ❖ Soutenir le démarrage ou la consolidation des micro-entreprises des femmes en vue de créer au moins un emploi.
- ❖ Offrir une formation de base, un réseau de contacts, un groupe d'entraide pour l'apprentissage et le développement de qualités entrepreneuriales chez les femmes.
- ❖ Favoriser l'accès au crédit à des femmes qui n'ont pas encore de crédibilité auprès des institutions financières et qui veulent démarrer leur micro-entreprise.

### DÉFIS

- ❖ S'associer à des partenaires socioéconomiques en vue d'obtenir des appuis financiers.
- ❖ Créer un fonds de prêts aux entreprises des membres du Cercle d'emprunt.
- ❖ Adapter le programme d'activités à la mentalité et à la réalité du milieu.

### OBSTACLES

- ❖ Le soutien individuel et administratif accordé par le Centre aux membres et aux activités du Cercle est exigeant (3 jours/sem.) et coûteux (financement d'un emploi et des activités).
- ❖ La confiance et la confidentialité entre les participantes se construisent lentement dans un milieu où tout le monde se connaît.

## RÉSULTATS

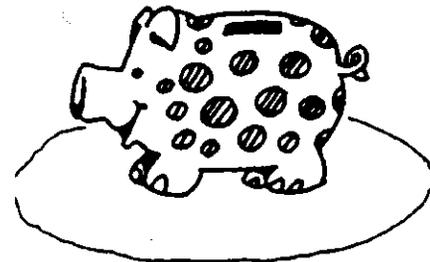
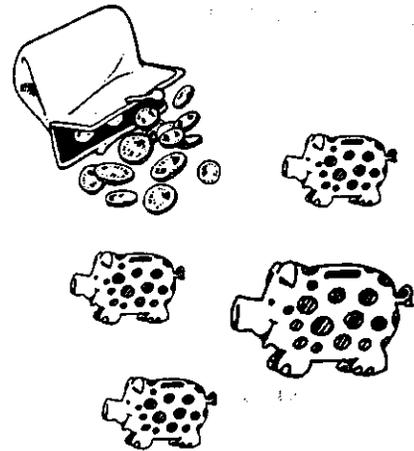
- ❖ La participation financière du CRD-AT (15 000 \$), de la SQDM (5 000 \$), de la Caisse Populaire de Lorrainville (4 000 \$), de la SOLIDE du Témiscamingue (6 000 \$) et, par le fait même, leur sensibilisation aux difficultés et aux besoins des femmes sans financement et crédibilité financière. Ce partenariat avec des acteurs économiques du milieu a suscité beaucoup d'intérêt auprès des groupes de femmes, des CLSC, des Carrefours Jeunesse Emploi, de la Régie régionale et dans la population de la région.
- ❖ La participation de 21 femmes aux premières rencontres de formation, suivie de la fondation du Cercle d'emprunt « Les belles entreprises » par 7 des participantes. Par la suite, le Cercle a émis cinq prêts, et des participantes ont pu réaliser des études de faisabilité, des études de marché, un plan d'affaires ainsi que le pré-démarrage et le démarrage de micro-entreprises.

## ASPECTS INNOVATEURS

- ❖ L'expertise démontrée par un Centre de femmes dans la mise en place d'outils de développement économique.
- ❖ L'intégration des valeurs centrées sur la personne et des approches de coopération, de formation et de réseautage dans l'ensemble des activités du projet.

## RETOMBÉES ET SUITES

- ❖ Le Cercle d'emprunt a soutenu la création et la consolidation de micro-entreprises dirigées par des femmes. Il a favorisé une plus grande visibilité pour les femmes entrepreneures membres et une grande crédibilité pour le Centre de femmes.
- ❖ Nos perspectives sont de créer d'autres cercles d'emprunt, dont un groupe pour les femmes immigrantes et autochtones qui sont anglophones. Nous devons également ajuster le fonctionnement du Cercle d'emprunt pour des participantes qui habitent très loin (l'une d'elles vit à 90 km du Centre de femmes).



## QUI L'EU T CRU ?

## UN CLD À L'ÉCOUTE DU SOCIAL !

Une action menée par le  
*Centre des femmes de  
Shawinigan,*  
en lien avec  
la *Table de concertation  
du mouvement des femmes  
de la Mauricie*

### CONTEXTE

Un acquis précieux : le travail et la crédibilité de la présidente de la Table, qui représentait déjà le secteur condition féminine au C.A. du Conseil régional de développement (CRD) en lien avec le comité femmes et développement régional de la Table. La création des centres locaux de développement (CLD) a suscité la mobilisation de la Table de concertation du Mouvement des femmes de la Mauricie en vue d'obtenir un siège en condition féminine dans les 5 CLD de la région. À Shawinigan, c'est la représentante du Centre de femmes qui occupe le « siège-femmes » au Conseil Local de Développement de la MRC Centre-de-la-Mauricie.

### DÉFIS

- ❖ Trouver des façons novatrices de faire valoir l'importance du développement social dans le développement économique.
- ❖ Bien argumenter et défendre les intérêts collectifs des femmes dans les politiques d'investissement et les plans d'action des CLD.
- ❖ Faire valoir l'importance de recueillir des données par sexe pour promouvoir une analyse différenciée dans les plans d'action des CLD.

### ÉTAT DE SITUATION, PROPOSITION ET RÉSULTAT

Les secteurs économiques priorités dans la politique d'investissement du FLI (fond local d'investissement) de notre CLD sont surtout le tourisme, le secteur manufacturier (fibre de verre, pâtes et papiers, aluminerie), les technologies de pointe, tous des secteurs où les hommes sont plus nombreux dans notre région. L'autre priorité est l'économie sociale, mais elle n'est pas encore bien implantée. Les secteurs exclus du FLI étaient ceux de la restauration, du commerce de détail et des services personnels et professionnels, où sont fortement concentrées les femmes de notre région. Nous avons donc souligné l'effet de discrimination systémique envers les femmes que comportait la politique d'investissement du FLI.

Nous avons alors proposé et obtenu une modification dans la politique d'investissement du FLI en vue d'avantager indirectement les femmes. Elle consiste à réserver 25 000 \$ dans l'enveloppe de 271 000 \$ pour des projets de commerce de détail et d'entreprises de services. Le secteur jeunes a d'ailleurs appuyé notre proposition, étant donné la forte concentration de jeunes qui veulent démarrer des entreprises dans ce secteur.

### ASPECTS INNOVATEURS

- ❖ L'ouverture du CLD à modifier la politique du FLI pour appuyer le secteur « commerce et services » où les femmes entrepreneures et travailleuses sont majoritaires, même si ce secteur est considéré à « haut risque » par les institutions bancaires.
- ❖ Une assemblée générale constituée de 19 tables sectorielles travaillant en concertation; un siège statutaire au conseil d'administration pour les secteurs femmes, jeunes, communautaire, syndicats et économie sociale; unE présidentE éluE en assemblée générale.

### OBSTACLE PRINCIPAL

L'argument du « secteur à haut risque » couplé avec la crainte de voir les demandes se multiplier. Par exemple : six magasins de chaussures soumettent une demande au FLI, ce qui pourrait limiter les demandes en provenance d'autres secteurs. Mais avec seulement 25 000 \$ consacrés à ce type de demandes, cet argument et cette crainte ne tiennent plus.

### RETOMBÉES ET SUITES

Une nouvelle fierté locale? Un CLD à l'écoute du social et des femmes? Le Conseil local de développement du Centre-de-la-Mauricie est cité à titre de « modèle » au Congrès de l'UMRCQ (Union des municipalités régionales de comtés du Québec) et à l'Association des CLD et des CRD. C'est encore trop tôt et trop nouveau pour évaluer les retombées, mais ce modèle est porteur d'espoir. Et en passant... le taux de participation féminine au C.A. est maintenant de 42,8 %...



Centres de femmes :  
Centres pépinières en développement local

**MAIS IL Y A  
ENCORE CHANGÉ  
LE MONDE ENTIER.**

**MAIS IL Y A  
DU MONDE  
QUI A CHANGÉ...**

Ces quelques projets n'épuisent aucunement la myriade d'activités qui pourraient s'inscrire au cœur d'un développement local défini en mode féministe et communautaire. On n'a qu'à penser aux nombreuses femmes des quartiers, des villages et des environs qui ont fréquenté les cafés-rencontres, diners-causeries et « 8 mars » organisés par les centres de femmes, et qui, du jour au lendemain, se sont retrouvées membres d'un groupe féministe et d'un organisme communautaire, actives en tant que citoyennes engagées pour la justice sociale et l'égalité des femmes d'ici et d'ailleurs ! Alors, si on se met à compter et à raconter toutes les vies des femmes qui fait vibrer les centres de femmes et toutes les actions qui en ont émergé...

# **L** E DÉVELOPPEMENT LOCAL

---

- ❖ *une nouvelle mode ?*
- ❖ *une nouvelle façon de nous diviser ?*
- ❖ *un autre mot pour dire ce que nous faisons déjà ?*

Oui, le développement local est une priorité gouvernementale récente, mais c'est une expression qui était connue et une approche utilisée depuis plusieurs années, comme par exemple dans les groupes de développement économique communautaire et de solidarité rurale.

Oui, le développement local imposé par en haut a pour effet de déplacer des lieux de décision et des ressources, donc du pouvoir et du financement dans de nouvelles structures, et de favoriser souvent d'autres groupes d'appartenance et d'intérêt que les nôtres ou ceux que l'on connaît bien.

Oui, l'action des centres de femmes fait partie du développement local défini dans une perspective globale, communautaire, féministe, mais ce n'est pas cette perspective qui prédomine dans la politique gouvernementale et dans les structures actuelles de développement régional et local.

**DIMENSION  
POLITIQUE**

Aujourd'hui, quand on pense au développement local, on fait plus souvent qu'autrement référence aux structures décisionnelles et au développement économique.

*Le Centre local de développement (CLD) est une nouvelle structure décisionnelle locale dans toutes les municipalités du Québec. À Montréal, le mandat du CLD est assumé par les CDEC (Corporation de développement économique communautaire). Un peu partout, des femmes et des groupes de femmes se sont mobilisés afin d'obtenir une représentation, une politique ou un projet équitable pour les femmes. Par exemple, l'idée de service collectif de taxi imaginée par notre « Carole » se rend jusqu'à une réunion du CLD, tandis que l'action bien réelle du Centre de femmes de Shawinigan a réussi à modifier une politique d'investissement dans le but de favoriser des emplois féminins.*

On pense donc à la PARTICIPATION DES FEMMES AUX STRUCTURES DÉCISIONNELLES dans notre municipalité et dans notre région. Si elles n'y sont pas, on pense aux moyens pour qu'elles y soient plus nombreuses et pour que leurs intérêts collectifs y soient reconnus et soutenus (parmi ces moyens, on trouve par exemple le siège « femmes » et l'analyse différenciée selon le sexe). Nos actions en vue de favoriser et de soutenir la participation des femmes dans les lieux de pouvoir décisionnel sont celles qui se trouvent dans la DIMENSION POLITIQUE du développement local.

## DIMENSION ÉCONOMIQUE

Lorsqu'on pense au DÉVELOPPEMENT ÉCONOMIQUE, on fait notamment référence à la participation et à la contribution des femmes à l'économie, à L'ACCÈS ET À LA PLACE DES FEMMES dans les milieux de TRAVAIL et dans les ENTREPRISES, aux conditions de travail, aux conditions salariales, à la formation des travailleuses, aux métiers non traditionnels. On fait le lien avec les programmes d'assurance-emploi et d'aide sociale. On pense aussi à l'économie sociale et à l'entrepreneurship féminin, et donc aux questions de l'accès au financement, au crédit et au capital de risque. Nos actions en vue de promouvoir et de soutenir l'intégration des femmes en emploi et en entrepreneurship, l'amélioration des conditions de travail, l'accès au capital, les projets et la vision féministe en économie sociale sont celles qui touchent à la dimension économique du développement local.

*Quand les femmes mettent sur pied des projets économiques, elles prennent en considération la diversité de leurs rôles et de leurs responsabilités. Elles considèrent le temps et l'énergie qu'elles consacrent à chaque jour pour leur bien-être personnel et celui de leurs proches. On essaie ainsi d'établir un milieu de travail convivial qui favorise la conciliation des différents rôles : souplesse des horaires de travail, réduction ou partage du temps de travail, information sur les services de garde à proximité ou garderie sur place, avantages sociaux qui couvrent conjointE, enfants et parents âgés, congés pour prendre soin des proches malades, etc.*

*WomenFutures, Parce que les femmes comptent, 1993*

*Le Cercle d'emprunt du Centre de femmes de Ville-Marie, et les « Pignons sur rue » des groupes de femmes de la Côte-Nord sont des initiatives qui s'inscrivent au cœur du développement économique de leur milieu. L'accès à l'emploi, au financement et à la propriété sont pour les femmes et les organismes communautaires des enjeux cruciaux pour leur autonomie.*

Mais il faudrait tenir plus souvent compte des dimensions humaines, sociales, culturelles et environnementales du développement.

Ce sont ces dimensions qu'on tient pour acquises dans le discours, alors qu'elles sont souvent bafouées dans notre vie quotidienne. À l'instar de la plupart des décideurs, nous avons nous-mêmes tendance à centrer le débat sur les dimensions politiques et économiques du développement. Pourtant, les femmes du Sud comme celles du Nord ont une longue expérience collective de pratiques politiques et économiques qui ne tiennent pas compte des autres dimensions du développement. Elles en connaissent aussi les retombées négatives : surcharge de travail, problèmes de santé, pauvreté, dépendance, discrimination, isolement, exclusion, violence, marginalisation et perte d'identité culturelle, pollution et épuisement des ressources naturelles, etc. Les dimensions humaines, sociales, culturelles et environnementales sont donc à ramener au centre de nos actions collectives en développement local et régional.

## DIMENSION HUMAINE

La vie quotidienne est parsemée d'espaces et de temps d'apprentissage, de découverte, de création, de jeu et de détente pour les personnes, enfants et adultes. Cela se fait plus formellement à l'école, et cela se poursuit à la maison, à la bibliothèque, au parc ou dans un centre de femmes ! Les humainEs ont besoin de TEMPS POUR SOI, de ressourcement pour leur bien-être personnel et aussi pour mieux vivre avec les autres. Les activités et les services, les projets et les infrastructures publiques et communautaires qui offrent des lieux et des moments pour le DÉVELOPPEMENT PERSONNEL, tout comme les organismes qui intègrent cette préoccupation dans les processus d'action soutiennent la DIMENSION HUMAINE du développement. L'accès et le maintien d'espaces et de temps d'apprentissage et de ressourcement pour touTEs, particulièrement pour celles et ceux qui n'en ont pas font aussi partie des enjeux du développement local.

Toutefois, dans plusieurs situations, milieux ou pays, la majorité des gens mènent une lutte tellement intense pour la survie matérielle qu'ils ne disposent pas d'espaces et de temps pour leur développement personnel. À la pauvreté matérielle s'ajoute l'absence de dignité et d'espoir : il n'y a ni pain, ni roses. Les droits humains fondamentaux ne sont pas respectés. Au Canada et au Québec, nous avons des chartes qui reconnaissent les droits de la personne, mais il arrive fréquemment que ceux-ci ne soient pas respectés. La défense et la promotion des DROITS DE LA PERSONNE font donc aussi partie du développement local, ici comme ailleurs.

*Les projets qui découlent des idées de nos « Nicole », « Malika » et « Ana Maria » reflètent en bonne partie cette dimension humaine du développement, si essentielle pour des personnes qui cherchent à briser leur isolement de même qu'à s'intégrer à une vie communautaire et sociale. Avoir du temps pour se ressourcer et pour apprendre semble un luxe aujourd'hui, encore plus pour des femmes exclues par le chômage ou débordées par la surcharge de travail. Les espaces et les activités qui procurent du répit, du soutien et de la formation sont nécessaires au développement des femmes, des enfants, des jeunes, des sans-emploi, des analphabètes qui vivent à côté de chez nous... Le projet de halte-garderie du Carrefour des femmes d'Anjou offre un espace aux enfants des femmes démunies, qui peuvent alors reprendre leur souffle et dégager du temps pour se ressourcer, s'informer, se former.*

*Les femmes sont expertes de la vie quotidienne et des soins aux personnes. Les valeurs sociales et communautaires sont à inscrire au cœur de la vision et des projets de développement. Les hommes doivent partager cette vision.*

Claire Minguay, Anne Michaud,  
Hélène Meagher (1998)

*Rapport de mission, Conférence internationale d'EUROFEM sur le développement local et régional selon le genre, Helsinki (Finlande)*

**DIMENSION  
SOCIALE**

*Les situations et les idées de nos « Nicole », « Malika » et « Ana Maria » concernent en bonne partie la dimension sociale du développement. Des ressources communautaires préoccupées par les besoins et les problèmes des parents et des enfants contribuent au développement social du milieu : garderie, centre communautaire éducatif et récréatif, comité de parents en difficulté, comité pour la sécurité des femmes, groupe d'alphabétisation, etc. On peut également penser à tous les services collectifs, comités et groupes d'entraide en matière de santé, de violence ou de pauvreté qui existent concrètement dans tous les centres de femmes, et qui, chacun à leur façon, contribuent au développement social de leur milieu en apportant un soutien tangible aux femmes en difficulté et en quête d'autonomie.*

**L**a DIMENSION SOCIALE du développement est un vaste champ dans lequel on trouve entre autres les actions collectives concernant les conditions de vie, les CONDITIONS DE SANTÉ et les RAPPORTS SOCIAUX. On pense plus spécifiquement aux activités, services, infrastructures, associations, entreprises ou groupes du secteur public, communautaire ou privé qui agissent dans ces domaines, et parmi lesquels se trouvent les centres de femmes.

On fait ainsi référence à l'organisation de réponses collectives à petite ou grande échelle aux besoins et aux droits fondamentaux des personnes et des familles. Se nourrir, se loger, se vêtir, se chauffer, s'éclairer, se faire soigner lorsqu'on est malade physiquement ou mentalement, avoir accès à du soutien en cas de détresse psychologique et matérielle, pouvoir établir et maintenir des relations respectueuses fondées sur l'autonomie et l'égalité entre les personnes et entre les collectivités, se voir reconnaître des DROITS SOCIAUX et les faire respecter, pouvoir accéder et participer aux sphères publiques de la citoyenneté et du marché du travail, etc., sont des enjeux sociaux incontournables du développement.

**L**a dimension sociale du développement est aussi un champ très « concentré féminin » qui bénéficie largement du travail non rémunéré et sous-payé d'un grand nombre de femmes pour qui le bien-être matériel et social de leurs familles et de leurs communautés occupe le premier rang de leurs préoccupations et de leurs engagements sociaux.

**DIMENSION  
CULTURELLE**

**L**a culture au quotidien se matérialise par des œuvres et des ressources en arts visuels, littérature, musique, danse, théâtre, cinéma et vidéo, etc.; elle existe donc parce qu'il y a des créateurTRICES, concepteurTRICES, artistes, artisanEs, producteurTRICES et diffuseurEs dans ces domaines d'activité. On fait également référence aux infrastructures telles que les musées et les galeries d'art, les salles de spectacles et les studios de son, les bibliothèques, les librairies et les disquaires, les médias écrits et électroniques, les festivals culturels de notre milieu ou de notre région, etc., qui rendent visibles et accessibles les œuvres d'art. On peut également souligner les ateliers d'écriture ou de dessin, les chorales, les pièces de théâtre, les nuits de la poésie, les soirées-bénéfices de chansons que peuvent réaliser des groupes communautaires et bénévoles. **L'ACCÈS DE TOUTES ET TOUS À LA CULTURE DANS SA DIVERSITÉ, ainsi que le SOUTIEN AUX ARTS, ARTISTES, ARTISANES ET ARTISANS DU MILIEU est un enjeu de développement local.**

*Plusieurs centres de femmes ont mis sur pied et organisé des activités culturelles comme les ateliers d'écriture, les chorales et les pièces de théâtre. Nombreuses et heureuses sont les femmes qui y ont trouvé une voix, une parole, un geste, une image pour exprimer intimement et publiquement qui elles sont, ce qu'elles vivent et ce qu'elles désirent. L'activité annuelle du « Mois de l'art » menée par le Centre des femmes d'ici et d'ailleurs de Montréal contribue à élargir l'accès d'un plus grand nombre de femmes aux arts et à mettre en valeur les œuvres d'art des femmes de plusieurs origines ethnoculturelles.*

**DIMENSION  
CULTURELLE**

*La culture dans un sens plus large, c'est aussi l'ensemble des valeurs, codes, normes, règles, traditions qu'une société, une communauté, une collectivité, un groupe crée au fur et à mesure de son histoire. C'est ce qui lui permet de donner une signification particulière aux gens, aux choses et aux événements. La famille, l'école, les médias de masse et l'Église sont parmi les principaux lieux de transmission de la culture du groupe majoritaire ou dominant. Une culture commune permet aux personnes de se sentir partie prenante d'une collectivité ou d'une société. Mais cette culture peut aussi marginaliser et même exclure les personnes ou les groupes qui questionnent les valeurs et les codes dominants ou qui s'y opposent et ne s'y conforment pas. Pour les peuples autochtones, les groupes sociaux et culturels minoritaires, les collectivités rurales ou éloignées des grands centres urbains notamment, L'IDENTITÉ CULTURELLE des petites et moyennes collectivités est un des enjeux du développement local, au Sud comme au Nord.*

## DIMENSION ENVIRONNEMENTALE

**L'**ENVIRONNEMENT est constitué des RESSOURCES NATURELLES qui soutiennent la vie humaine sur la planète et dans notre localité. L'eau, l'air, le sol, les animaux, les végétaux, les minéraux sont des éléments essentiels pour que la vie humaine se reproduise et se maintienne. Jusqu'à récemment, on les avait imaginés inépuisables, alors qu'ils devront désormais être dans une mire de protection durable, de décontamination globale et de partage équitable !

Au quotidien, on pense à des activités et des services concernant, par exemple, la gestion et le recyclage de déchets industriels, animaux et humains, la dépollution des rivières et des lacs, la mise en valeur et la protection de la forêt et de la faune, les sources d'énergie renouvelable (panneaux solaires, éoliennes) et l'agriculture biologique. On pense également aux luttes menées par des comités de citoyenNEs ou des groupes écologistes au sujet des centrales et lignes hydroélectriques, des mégaporcheries et mégapiscicultures, du pompage de nappes phréatiques, des coupes à blanc dans nos forêts, des vols d'avions supersoniques à basse altitude ainsi que des aéroports et autoroutes au cœur de zones résidentielles. Ces actions mettent en cause les infrastructures et les activités comportant des effets néfastes à moyen et à long terme sur la vie humaine et les ressources naturelles.

Le DÉVELOPPEMENT DURABLE est certainement un des défis majeurs du développement local, dans un contexte d'appauvrissement et de pauvreté où règne la recherche d'investissements et d'emplois à tout prix et à court terme.

*C'est l'idée de notre « Judy » qui illustre les enjeux associés à l'environnement. Les lieux où nous habitons et travaillons, tout comme les produits que nous utilisons, nous réservent parfois de mauvaises surprises, et on doit s'organiser collectivement pour en prévenir ou en contrer les effets néfastes. Qui d'entre nous n'a pas été inquiété par des informations au sujet de produits toxiques enfouis dans le sol, déversés dans un cours d'eau, échappés dans l'air ou présents dans des matériaux de construction et des nettoyeurs ? Et en même temps, il reste tout un travail de conscientisation à réaliser pour que chacunE d'entre nous cesse de surconsommer des produits superflus et des produits ménagers toxiques et de gaspiller des ressources naturelles menacées d'épuisement à long terme.*



# NE APPROCHE GLOBALE DU DÉVELOPPEMENT LOCAL : MISSION IMPOSSIBLE ?

---

Les centres de femmes ainsi que bon nombre de groupes de femmes et communautaires se revendiquent d'une approche globale dans leur mission et leur action. On veut considérer la personne ou la collectivité dans toutes ses dimensions et les problèmes vécus, les situations à changer ou les projets à réaliser dans tous leurs aspects.

Une approche globale du développement met en valeur les multiples dimensions qui le composent, et met en évidence les relations entre ces dimensions. Une action dans un champ spécifique aura toujours des ramifications et des effets dans les autres dimensions.

*La vie associative dans un centre de femmes est un exemple à petite échelle d'approche globale, version féministe et communautaire. Les réunions qui s'y organisent, les débats qui s'y déroulent et les décisions qui s'y prennent sont dans la dimension politique. Les relations de confiance et de solidarité qui se bâtissent au fil des mois entre des femmes qui ne se connaissent pas ou peu au départ sont dans la dimension sociale. Les apprentissages personnels en gestion ou en communication que l'une ou l'autre peut faire, comme à l'occasion des soupers communautaires avant les réunions, qui sont des moments de détente et de soutien mutuel, s'entrecroisent dans les dimensions humaines et culturelles. Les locaux et l'équipement du centre ainsi que le travail salarié des intervenantes sont nécessaires à la réalisation et au suivi des réunions : ils font partie de la dimension économique. Le recyclage du papier et des cartouches d'encre du photocopieur qui servent à produire le rapport annuel d'activités est une contribution à la réduction de la pollution de l'environnement. On pourrait poursuivre cette évaluation en indiquant que l'apprentissage que font les femmes au centre a permis à l'une d'elles de représenter ce dernier à la table régionale de concertation et à une autre de se découvrir un grand talent dans la sollicitation de dons pour le centre, etc.*

Une approche globale du développement local :  
mission impossible ?

*À plus grande échelle, voici un autre exemple qui concerne le développement local : un projet de collecte sélective des déchets dans une municipalité. Cela ressemble à un projet centré dans la dimension environnementale. Toutefois, ce projet peut impliquer les aspects suivants : des décisions de la municipalité, un débat public et la participation des citoyenNEs au débat (dimension politique); la réorganisation d'une partie du travail des cols bleus et la réouverture de la convention collective (dimensions économique, sociale et politique); le respect des critères de tri des déchets par les citoyenNEs (dimension sociale, et dimension culturelle pour le changement de mentalités à promouvoir); l'achat et la distribution de bacs bleus ou verts, donc une répartition des coûts par une augmentation de taxes (dimensions économique et sociale); la création d'une entreprise de recyclage de déchets et donc de nouveaux emplois (dimensions environnementale, économique et sociale); etc. À moyen et à long terme, on peut espérer la réduction de la production de déchets et donc de la pollution, un taux plus élevé de recyclage de déchets en matériaux durables pour la consommation ou l'industrie, des emplois de qualité, des emplois accessibles aux femmes et aux jeunes favorisant aussi une plus grande insertion et participation citoyenne, une meilleure qualité de vie, etc.*

**D**ans chacun de nos exemples, on pourrait continuer longtemps à extrapoler d'autres liens et impacts dans différentes dimensions. Cependant, nous venons à peine d'amorcer une réflexion sur des formes d'évaluation propres au développement durable, social et humain, et nous connaissons peu les instruments et les mesures appropriés pour le faire adéquatement.

De plus, toute action réalisée par notre centre de femmes, comme par d'autres organismes et entreprises, comporte des liens et des impacts plus évidents ou importants que d'autres. Il est donc préférable, dans un premier temps, de faire une évaluation plus concrète et détaillée des dimensions « fortes » de notre action.

**P**ar ailleurs, la volonté de mesurer chaque dimension, sous prétexte que « tout est dans tout, et tout est relié » comporte des limites. En effet, nous n'avons pas toujours en main des indicateurs adéquats pour mettre au jour chaque dimension dans sa juste proportion. On ne mesure pas un sentiment de bien-être ou la force d'un lien de solidarité de la même façon qu'un déficit financier !

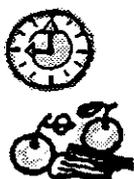
Par exemple, les débats féministes entourant l'économie sociale ont souligné l'enjeu de la « rentabilité sociale ». Mais une fois les revendications présentées, on s'est rapidement aperçu qu'on avait peu ou pas de mesures pour décrire plus exactement cette idée <sup>1</sup>. On peut se reporter aux statistiques locales en santé, en éducation et en emploi, qui indiquent la longévité, le taux de maladie, le niveau de scolarité et le taux de chômage de la population. On peut exiger la production de statistiques sexuées.

Toutefois, même les statistiques sexuées ne disent pas tout. Prenons par exemple les statistiques des centres de femmes : on peut comptabiliser le nombre de participantes et le type de services et activités utilisés, mais ce sont souvent des témoignages détaillés qui peuvent illustrer ou mettre en valeur les sentiments éprouvés et les liens de solidarité tissés. On pourrait d'ailleurs se questionner sur la pertinence de tout évaluer et de tout comptabiliser : on ne va tout de même pas commencer à mesurer, à titre d'indicateur de qualité de vie, le nombre de fois que chacunE a ri pendant une journée, car on n'aurait plus le temps de rire !

---

<sup>1</sup> Une recherche est présentement en cours pour tenter de dégager un ensemble d'indicateurs sociaux des plus variés, qui pourront être utiles aux groupes de femmes dans leur action. Cette recherche est dirigée par Louise Toupin pour Relais-Femmes. Les résultats devraient être disponibles en l'an 2000.

Une approche globale du développement local :  
mission impossible ?



Si l'on revient aux exemples des projets de nos « Nicole, Malika, Judy, Ana Maria et Carole », il est fort probable que pour l'instant ils n'auront pas encore toute la place qui leur revient dans l'orientation et l'action découlant de la politique gouvernementale en développement local et régional. En effet, l'axe central de cette politique est le soutien au développement économique entendu dans un sens traditionnel.

Cela dit, les exemples de projets menés au cours des dernières années par des centres de femmes bien réels nous montrent que leur action a été porteuse de changements concrets et pluriels pour les femmes de leur localité. On ne part donc pas à zéro. Dans certaines localités, il est présentement possible de faire avancer des « dossiers » et des projets solidement ancrés dans des dimensions humaines, sociales et culturelles, et des centres locaux de développement (CLD) ont accepté d'établir un « siège-femmes ». Ce n'est certes pas le « grand soir », mais c'est mieux que de cultiver le désespoir...



# QUÉBEC EN ANGLO ENTRE DÉVELOPPEMENT D'EN HAUT ET DÉVELOPPEMENT D'EN BAS

---

**L**e territoire local (quartier de grande ville, petite ville, MRC) est désormais désigné par les politiques mondiales et nationales comme un lieu important de développement économique et social. Mais ce développement est défini dans un cadre étroit d'efficacité économique et de contrôle social.

*On fait appel aux sentiments d'appartenance et d'identité locale ou régionale pour que la collectivité se prenne en mains. Mais sera-t-il possible de réconcilier le profit maximal visé par l'investisseur avec l'emploi durable pour la chômeuse ?*

*Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec  
La localisation, la régionalisation, la mondialisation, 1998*

*Le transfert des responsabilités de développement économique se fait vers l'initiative individuelle, vers l'entreprise, vers les leaders, ce qui n'équivaut pas automatiquement au renforcement des collectivités locales. De plus, les institutions étatiques miment de plus en plus l'entreprise privée en adoptant des critères de rentabilité ou en forçant leurs partenaires à les adopter. Ce faisant, l'essentiel est abandonné, soit la qualité des services et le bien-être des citoyennes et citoyens.*

*Juan-Luis Klein,  
La décentralisation au Québec et le développement local  
Actes du 4e colloque de Nouvelles  
Pratiques Sociales, 1998*

*L'analyse féministe sur le développement a mis en relief plusieurs dimensions, notamment que l'aménagement urbain et l'organisation des services publics ont fait abstraction des rapports d'inégalité entre les hommes et les femmes et aussi des enjeux quotidiens de concilier la famille et le travail. On a également souligné que les services collectifs et les milieux de travail sont situés sans égard aux personnes qui n'ont pas d'automobile, et que l'exploitation des ressources naturelles se fait souvent au détriment de la santé des populations.*

Regroupement des femmes de la région 03

*Les femmes dans l'espace régional de Québec, Solidaires dans le développement, 1998*

**L**e mouvement féministe n'a pas à l'origine revendiqué les Régies régionales, la création des CLD, pas plus que le désengagement de l'État et le pelletage des problèmes sociaux dans les communautés et les familles, en bonne partie sur le dos des femmes.

**T**outefois, de nombreux groupes de femmes et communautaires ont été parmi les premiers à dénoncer les orientations et les décisions prises « d'en haut », par « le central », qui ne connaît pas les réalités de « la base ». Ils ont revendiqué la démocratisation du pouvoir décisionnel et l'équité dans la répartition des ressources.

Chaque réforme majeure redéfinit les politiques et les structures. Chaque fois, les centres de femmes se trouvent déchirés entre « y aller » et « ne pas y aller », entre le risque de « récupération » et celui de « l'invisibilité », entre « dénoncer » et « proposer ». Les groupes de femmes se retrouvent donc souvent dans « (...) cette position inconfortable (de) nous tenir sur la marge et préserver les espaces d'autonomie ». (Colette St-Hilaire, *L'intégration des femmes au développement Du local au planétaire*, 1995)

*Les pratiques de démocratie participative privilégiées par les groupes sont confrontées à la multiplication de nouvelles structures. Les groupes ont peu de temps pour se concerter, débattre des enjeux et choisir des représentantEs. De plus, la place du communautaire est souvent restreinte et les décisions à rendre dépassent souvent le champ des compétences des représentantEs. Enfin, les organismes communautaires se voient confier des rôles qui leur donnent l'impression de gérer la pauvreté.*

Mouvement d'éducation populaire et d'action communautaire du Québec  
*La localisation, la régionalisation, la mondialisation, 1998*

*Les femmes un peu partout agissent pour améliorer le bien-être de leur collectivité. Ce bien-être englobe autant l'affirmation de soi, l'expression de la culture locale, que la mise en place d'une garderie ou la création d'une coopérative d'artisanat pour mettre en valeur les œuvres des femmes rurales. Ces projets forment un tout qu'on ne veut pas disloquer.*

*WomenFutures,  
Force que les femmes comptent, 1993*

Plusieurs groupes communautaires et centres de femmes préfèrent définir leur mission et leur action en termes d'action communautaire, d'action sociale, d'éducation populaire, de défense de droits et d'intervention féministe. Toutefois, il est indéniable que l'action des centres de femmes se déroule en grande partie sur le « territoire » local, en lien avec d'autres organismes locaux et régionaux. Au quotidien, le centre de femmes rejoint, regroupe ou mobilise moins « les femmes en général » et surtout des femmes du milieu local.

**L**e développement local ne se réduit pas à ce qui se passe au Centre local de développement (CLD). Il importe de clarifier la position du centre en ce qui concerne le CLD et le développement local en général et de demeurer critiques envers les politiques et les mesures qui piègent les femmes et les communautés dans la gestion de la pauvreté, la sous-traitance à rabais, la substitution d'emplois, l'effritement des droits sociaux, etc. Il importe tout autant de rendre visibles et de valoriser les retombées locales de l'action du centre auprès des femmes de notre milieu, ainsi que de revendiquer des orientations et d'appuyer des projets qui contribuent au développement des personnes et des communautés dans toutes leurs dimensions.

❖ **LES FEMMES SONT AU CŒUR DU DÉVELOPPEMENT.**

*Le défi d'une vision et d'une approche féministes dans toutes les sphères du développement local : reconnaître la contribution et la force fondamentales des femmes; favoriser l'égalité reconnaissance et participation des femmes et des hommes.*

❖ **LA PARTICIPATION DES FEMMES AU POUVOIR.**

*Le défi de la démocratie représentative : augmenter la participation des femmes dans les instances de pouvoir.*

❖ **LES VALEURS DES FEMMES.**

*Le défi du développement : approche globale, créativité, égalité et ouverture.*

*Les trois grands défis des femmes selon les 140 participantes de la « Rencontre des femmes » Rencontres mondiales du développement local, Sherbrooke, 23 octobre 1998*

**L**es ACTIONS ET LES ALLIANCES MULTISECTORIELLES LOCALES sont d'autres défis importants pour les centres de femmes, et certains l'expérimentent déjà depuis quelque temps, dans l'espoir et le doute !

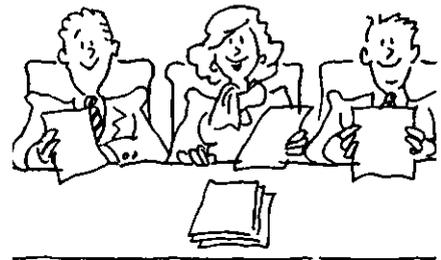
Le développement local, et surtout si on le veut dans une approche globale, féministe et communautaire, convie nécessairement tous les acteurs des multiples réseaux d'action et d'intervention sur le territoire à s'engager dans un long processus de débats et de décisions pour déterminer les axes et les projets du développement de notre milieu. On parle ici aussi bien de représentantEs de groupes communautaires que d'entreprises privées, de syndicats et d'administrations municipales.

Cette interaction ne va pas de soi, étant donné les inégalités et les inéquités bien réelles qui existent dans nos milieux, entre les groupes de même qu'entre les hommes et les femmes, qu'il importe de rendre visibles et de dénoncer. Les groupes de femmes et les organismes communautaires dans leur ensemble cumulent un certain nombre d'expériences de concertation et de partenariat qui n'ont pas très bien tourné. La vigilance est donc de mise, tout comme l'exigence de conditions politiques et matérielles appuyant adéquatement la participation des groupes, dans le respect de leur autonomie.

**P**ar ailleurs, le défi multisectoriel, c'est aussi se familiariser et mieux comprendre une pluralité d'expériences et de pratiques, ce qui prend un certain temps de part et d'autre : par exemple, si apprivoiser la « langue de bois » économique rebute plusieurs femmes, on peut imaginer qu'apprendre à parler de « son vécu » dans une réunion est insécurisant pour un commissaire industriel!

Parfois, les difficultés, les obstacles, les délais et les échecs vécus dans l'immédiat nous semblent insurmontables. Cependant, ce sont aussi ces nombreux exercices de « coopération conflictuelle » à répétition, c'est-à-dire les petites ou grandes concertations, alliances solidaires et partenariats stratégiques avec des groupes communautaires, des groupes syndicaux ainsi que des décideurs économiques et politiques de notre milieu qui permettent assez souvent la réalisation concrète de nos objectifs.

Enfin, n'oublions surtout pas nos acquis collectifs des dernières années, notamment ceux que nous avons appris dans le contexte de la régionalisation du système de santé et de services sociaux et que nous pouvons transférer dans notre réflexion et notre action en développement local.



## UN REGARD CRITIQUE À DÉVELOPPER

Parmi les actions, les projets, les structures ou les politiques de développement local de votre milieu,

- ❖ *les femmes ont-elles une voix et une place ? est-ce une place de bénéficiaires, d'usagers, de consommatrices, de citoyennes, de bénévoles, d'employées, de leaders, de décideuses ? si elles n'ont pas ou peu de place, comment explique-t-on leur absence ou leur invisibilité ?*
- ❖ *les femmes peuvent-elles exercer un leadership ? si oui, comment, et sinon, pourquoi pas ?*
- ❖ *les femmes peuvent-elles exprimer ouvertement leurs points de vue, y compris leurs critiques et leurs désaccords ? si oui, comment, et sinon, pourquoi pas ?*
- ❖ *les femmes du milieu, de la base, des groupes de femmes ont-elles été consultées ? si oui, de quelle façon et sinon, pourquoi pas ? ces femmes sont-elles représentatives de la diversité sociale et culturelle de la population sur le territoire ? ces femmes ont-elles un lien formel avec une association ou un organisme du milieu ?*
- ❖ *les besoins et les perspectives des femmes du milieu ont-ils été intégrés dans les objectifs, les stratégies et les évaluations des projets ou politiques ? si oui, comment, et sinon, pourquoi pas ?*
- ❖ *l'objectif de réduction des écarts sociaux, économiques et politiques entre les hommes et les femmes est-il partie intégrante du projet ou de la politique ? sinon, pourquoi pas ? si oui, a-t-on prévu des ressources pour documenter et évaluer les résultats de cet objectif ?*
- ❖ *les hommes sont-ils les alliés des femmes dans la promotion, le développement et la reconnaissance de leurs besoins et de leurs points de vue ? si oui, comment, et sinon, pourquoi pas ?*



Parmi les conclusions des forums « Femmes, santé et régionalisation : visionnaires et partenaires » qui ont eu lieu en 1997, quelques éléments essentiels pour une participation des groupes de femmes ont été soulignés.

- ❖ *La meilleure stratégie demeure les liens que nous établissons avec les femmes de notre milieu ainsi qu'avec des alliées féministes des groupes communautaires et des milieux syndicaux.*
- ❖ *Les femmes doivent être présentes, sinon elles seront oubliées, mais elles souhaitent être présentes autrement.*
- ❖ *La participation aux instances décisionnelles constitue un gain en termes de citoyenneté. Cela doit être un moyen pour que les femmes aient un contrôle accru sur leur vie.*
- ❖ *L'utilisation plus fréquente des périodes de questions lors des séances du conseil pour faire valoir les besoins et les intérêts spécifiques des femmes.*
- ❖ *La création de comités de « réginettes » composés de participantes des groupes pour faire entendre la vision des femmes.*
- ❖ *La mise sur pied de mécanismes visant à soutenir et outiller les femmes (qui nous représentent) est un critère quasi incontournable avant d'accepter de participer à une instance.*
- ❖ *Au lieu de s'inscrire dans l'ensemble des dossiers, cibler une ou des problématiques particulières et établir des stratégies spécifiques.*
- ❖ *L'arrimage entre le national, le régional et le local est essentiel pour éviter le sentiment d'isolement.*

*Femmes, santé et régionalisation : visionnaires et partenaires*

*Cahier-synthèse des séminaires*

*L'R des centres de femmes du Québec, juin 1997*

## UNE PARTICIPATION VIGILANTE DES GROUPES DE FEMMES



## MONDIALISER NOS SOLIDARITÉS... LOCALES !

---

Si nous nous définissons comme citoyennes du monde par notre vision globale et par des actions de solidarité mondiale, nous sommes aussi des citoyennes « locales » par nos actions quotidiennes avec les femmes de notre milieu. Un nouveau défi mondial se présente aux femmes et à leurs communautés : revendiquer un développement local qui se fonde avant tout sur le bien-être et la qualité de vie du plus grand nombre de femmes et d'hommes qui vivent, habitent, travaillent sur un même territoire, dans un même milieu, dans la même communauté, au lieu d'un développement qui profitera avant tout aux investisseurs et entrepreneurs en quête de marchés lucratifs.

*Du pain et des roses,  
contre la pauvreté et la violence,  
pour la paix et l'égalité...*

Ça vous rappelle quelque chose ? Et si cela devenait l'objectif de nos CLD et CRD, mais avant tout celui des femmes, des hommes et des enfants qui habitent à côté de chez nous ?!

*À la mondialisation néo-libérale,  
nous opposons la mondialisation de  
nos solidarités. (...) Nous  
réaffirmons aujourd'hui  
l'importance d'une action locale de  
développement. Nous attestons la  
nécessité de son articulation avec les  
réalités nationales et internationales,  
et sa capacité à agir sur ces réalités.  
Nos sociétés ont besoin de références  
éthiques et politiques pour ouvrir de  
nouveaux horizons et pour bâtir une  
démocratie au service des hommes et  
des femmes.*

*Déclaration finale de Sherbrooke,  
24 octobre 1998  
Rencontres mondiales du  
développement local*



## ANNEXE 1

# DÉCLARATION DES ESTRIENNES À L'OCCASION DES RENCONTRES MONDIALES SUR LE DÉVELOPPEMENT LOCAL — SHERBROOKE, 1998

NOUS, femmes de l'Estrie présentes dans toutes les sphères de l'activité sociale, économique, culturelle et politique de l'Estrie déclarons ce qui suit :

NOUS sommes partie prenante au développement de notre communauté depuis toujours par notre présence auprès de nos enfants, de nos personnes âgées et de nos malades.

NOUS sommes des actrices importantes du développement local et régional par notre implication dans les Comités d'école, dans les Commissions scolaires, dans de nombreux organismes sans but lucratif.

NOUS participons à l'avancement de notre milieu par notre travail au niveau de l'enseignement, des services sociaux, des soins hospitaliers et de santé parce que traditionnellement notre rôle s'est cantonné dans ces secteurs.

MAIS grâce à l'action des groupes de femmes contre la violence conjugale et sexuelle, grâce à l'action des groupes de femmes contre la discrimination pour l'accès au marché du travail, nous sommes maintenant médecins, ingénieures, biologistes, actuares, productrices agricoles, avocate, opératrices de machines lourdes, policières, designers.

NOUS dirigeons des banques, nous sommes entrepreneures, nous sommes préfets, mairesses, conseillères municipales, députées.

NOUS sommes aussi des artistes.

NOUS, qui venons d'Afrique, d'Amérique latine, d'ex-Yougoslavie ou de France, avons choisi l'Estrie pour refaire notre vie et nous vous offrons nos compétences pour participer à l'amélioration économique et sociale de notre région.

NOUS agissons pour les citoyens et les citoyennes de nos MRC et de nos municipalités respectives.

NOUS participons au développement culturel de l'Estrie. Nous lui donnons l'âme dont elle a besoin pour se réaliser sur le plan socio-économique.

NOUS, des groupes de femmes, soutenons les femmes dans leur volonté ferme de participer au développement régional.

NOUS, les femmes de l'Estrie, jouons un rôle important au sein des 6 Commissions de développement du Conseil régional de développement de l'Estrie.

NOUS œuvrons au sein de nos syndicats.

NOUS sommes des jeunes femmes qui voulons vivre en Estrie si l'on nous laisse participer à son avenir.

NOUS, les 145 248 femmes de l'Estrie, ne voulons plus être la majorité silencieuse. Nous sommes celles par qui le développement se fait et nous déclarons fièrement et à haute voix que nous sommes là pour continuer le travail amorcé.

NOUS déclarons notre volonté de travailler en partenariat avec tous les hommes de bonne volonté pour le mieux être de notre collectivité et NOUS affirmons notre intention de demeurer des agentes de développement significatives pour l'Estrie et, quand l'heure sera venue, NOUS NOUS ENGAGEONS à passer le flambeau à nos filles pour que notre région continue d'être un milieu où il fait bon vivre, où les hommes et les femmes sont tous et toutes les maillons égaux du véritable développement.



## ANNEXE 2

# RENCONTRES MONDIALES DU DÉVELOPPEMENT LOCAL DÉCLARATION FINALE DE SHERBROOKE

24 OCTOBRE 1998

À la mondialisation néo-libérale, nous opposons la mondialisation de nos solidarités. Du 22 au 24 octobre 1998, nous sommes plus de 800 acteurs et actrices du développement local, provenant de plus de 40 pays des cinq continents, à nous réunir à Sherbrooke pour les Rencontres mondiales du développement local. Depuis des années nous échangeons nos expériences et nos réflexions tout en nouant des coopérations multilatérales entre territoires de pays différents.

Nous réaffirmons aujourd'hui l'importance d'une action locale de développement. Nous attestons la nécessité de son articulation avec les réalités nationales et internationales, et sa capacité à agir sur ces réalités. Nos sociétés ont besoin de références éthiques et politiques pour ouvrir de nouveaux horizons et pour bâtir une démocratie au service des hommes et des femmes.

## NOTRE MONDE

Nous vivons dans un monde où l'appauvrissement s'accroît dans toutes les sociétés, même les plus riches ; un monde où triomphent les inégalités entre les hommes et les femmes, entre les pays du Nord et ceux du Sud, entre les jeunes et les plus âgés, entre les villes et les campagnes, un monde qui consomme le lien entre les humains et la nature.

Nous vivons dans un monde dominé par un système unique, le capitalisme néo-libéral, axé sur la seule compétitivité guerrière et conduit par la seule religion du tout au marché ». Nous vivons dans un monde où les institutions internationales, loin de prendre soin de l'humanité, concoctent des projets tels que l'Accord multilatéral sur l'investissement (AMI), qui visent à protéger les « droits » des investisseurs contre les droits des peuples et la souveraineté des États, et permettent aux marchés d'imposer partout des reculs majeurs dans les programmes d'éducation, de santé, de sécurité du revenu, etc. Au moment de célébrer le 50e anniversaire de la Déclaration universelle des Droits de l'Homme, nous constatons que trop souvent encore les droits humains sont bafoués, niés ou marchandisés.

Mais nous vivons aussi dans un monde où de partout surgissent des initiatives, des projets, des mouvements de citoyens et de citoyennes déterminés à changer le visage de la planète, en conciliant ouverture sur le monde et satisfaction locale des besoins. Nous, acteurs et actrices du développement local, en faisons partie. Nous voulons aujourd'hui communiquer nos convictions communes, nos stratégies collectives et nos engagements solidaires.

## NOS DÉFIS COMMUNS

Nous appartenons à des organisations diverses, organismes de développement en milieu rural ou urbain, groupes voués à la création d'emplois et à la lutte contre l'exclusion, organisations de femmes ou de jeunes, groupes voués à l'éducation à la paix et à la construction de la démocratie participative, organismes de défense des exclus et des marginalisés, organismes de soutien au développement local, intégré et durable. Nous nous reconnaissons dans cinq défis communs, qui sous-tendent nos actions :

- ❖ le défi de la satisfaction des besoins (pour résoudre les problèmes de pauvreté, d'accès à la santé, à l'éducation, au logement, à l'eau potable, etc.) ;
- ❖ le défi de l'économie, de l'entrepreneuriat et de l'emploi (pour permettre l'accès à un emploi décent pour toutes les personnes qui le désirent, pour contrôler la production et la répartition des richesses sur le territoire, pour développer des alternatives au plan économique, pour équilibrer objectifs économiques et objectifs sociaux) ;
- ❖ le défi de la revitalisation des liens sociaux (pour recomposer le tissu social, développer le sentiment d'appartenance, favoriser l'insertion sociale et économique, renouer les liens entre les générations, développer les relations égalitaires entre les hommes et les femmes) ;
- ❖ le défi de la participation, de la démocratie et de la reconnaissance (pour développer les liens entre élus, administrations publiques et populations locales, favoriser l'égalité de reconnaissance et la participation des femmes et des jeunes dans toutes les sphères d'intervention du développement local, faire reconnaître l'outil qu'est le développement local) ;
- ❖ le défi de l'arrimage local-mondial (pour lutter contre le racisme, nourrir la solidarité entre les peuples, définir une stratégie globale et une vision planétaire du développement).

## NOTRE VISION DU DÉVELOPPEMENT

Le développement local constitue une référence, une base, pour aborder autrement la mondialisation. Il s'agit, non pas de construire un modèle alternatif replié sur lui-même, mais de se réapproprier la mondialisation d'une autre manière, de lui donner un sens au travers des démarches locales.

Ce développement repose sur :

- ❖ l'importance pour chacun et chacune de devenir auteur et acteur du développement de son territoire ;
- ❖ une approche globale de la réalité des individus, intégrant les préoccupations de la solidarité, du développement économique, de la lutte à l'exclusion, de la préservation de l'environnement ;
- ❖ l'articulation, à l'échelle du territoire de proximité, de l'indispensable capacité d'initiative locale et de la nécessaire cohérence des politiques nationales ;
- ❖ la reconnaissance de la contribution spécifique des femmes, notamment de leur travail souvent invisible pour le bien-être de leurs proches et de leur communauté.

Les territoires pratiquant le développement local doivent être le lieu de la mise en pratique au quotidien de réponses aux défis que nous avons mentionnés. Le développement local contribue à l'émergence de nouvelles façons de produire et de partager les richesses, de vivifier la participation citoyenne, de faire grandir la démocratie, pour que chacun et chacune ait à la fois de quoi vivre et des raisons de vivre. Les organisations de développement local sont des catalyseurs qui valorisent nos richesses particulières que sont la capacité d'imagination, la formulation des projets par les collectivités, la solidarité, la capacité d'entreprendre, le partenariat et la créativité.

Nos structures de représentation, qu'elles soient à l'échelle locale ou régionale, jouent un rôle-clé, d'où l'importance d'assurer leur représentativité et de là, leur reconnaissance. Pour atteindre cet objectif de représentativité, nous affirmons qu'il est essentiel que les différents types d'échanges (intra et interrégionaux, voire internationaux) associent les éluEs, les acteurs et actrices du développement local et les citoyens et citoyennes. De la même façon, nous insistons pour que soient reconnues les organisations non gouvernementales (ONG) et toutes les institutions de la société civile.

## NOS DEMANDES

Nous, acteurs et actrices de développement local, revendiquons :

- ❖ la mise en place, au niveau international, d'un contrat social visant la satisfaction des besoins humains fondamentaux, et à la définition duquel seraient associés les mouvements sociaux et les citoyens et citoyennes. Un tel contrat social devrait inclure des éléments de solutions aux grands défis que nous avons identifiés ;
- ❖ la reconnaissance, par nos gouvernements respectifs, de la nécessité du développement local. Nous leur demandons de considérer les acteurs locaux comme des partenaires à part entière et d'adopter des orientations et des politiques sociales, financières et fiscales favorisant le développement local, tout en assurant l'équité entre les différentes collectivités.

## NOS ENGAGEMENTS

Nous nous engageons :

- ❖ à promouvoir, favoriser et accentuer le développement local dans sa dimension universelle, pour relever ensemble des défis communs à l'échelle internationale par un fonctionnement en réseaux fondé sur la solidarité et le partage de valeurs communes ;
- ❖ à intervenir auprès de nos gouvernements respectifs afin qu'ils fassent le choix du développement local en établissant de nouvelles politiques sociales et économiques ;
- ❖ à interpeller d'autres partenaires, y compris les entreprises publiques et privées, afin qu'ils accentuent leur participation à cette démarche de développement ;
- ❖ à exiger de nos gouvernements un nouveau contrat social, à l'échelle de la planète, qui donne préséance aux besoins des individus et des collectivités ;
- ❖ à exiger de nos gouvernements qu'ils se retirent des négociations sur l'AMI, et de façon plus générale, de la négociation de tout accord donnant préséance au marché, au détriment de la souveraineté des États ;
- ❖ à mettre en place, d'ici le 31 décembre 2000, un réseau mondial des acteurs et actrices du développement local pour favoriser le dialogue permanent entre les acteurs et actrices du développement local et leurs partenaires et soutenir le réseautage d'expériences de développement local à tous les niveaux.

C'est ainsi que nous concluons les Rencontres mondiales du développement local, avec la conviction qu'un mouvement est en marche, que nous venons de créer les liens nécessaires pour que notre action locale prenne tout son sens dans la construction planétaire.

À la mondialisation néo-libérale, nous opposons la mondialisation de nos solidarités.

# BIBLIOGRAPHIE

---

## PERSPECTIVES FÉMINISTES SUR LE DÉVELOPPEMENT ET LA RÉGIONALISATION

FORUM POUR UN QUÉBEC FÉMININ PLURIEL, 1992,  
*Pour changer le monde*, Éditions Écosociété.

ALDERSON, Lucy et al., 1993, *Parce que les femmes comptent*.  
Guide sur le développement économique des collectivités réalisé  
par les femmes. Vancouver : WomenFutures Community Economic  
Development Society and Social Planning & Research Council of  
British Columbia.

CÔTÉ, Denyse et al, 1995, *Du local au planétaire. Réflexions et  
pratiques de femmes en développement régional*. Montréal, Les  
éditions du remue-ménage.

ST-HILAIRE, Colette, « L'intégration des femmes au développement : la mise  
en place d'un dispositif savoir/pouvoir », p. 17-39.

LAFONTAINE, Danielle, « Études féministes et paradigmes du  
développement », p. 43-77.

ANDREW, Caroline, « La démocratie locale pour les femmes : condition du  
développement régional », p. 79-92.

CÔTÉ, Denyse, « Développement communautaire et rapports sociaux de  
sexe » p. 109-130.

BRANDT, Barbara, 1995, *Whole Life Economics, Revaluing Daily  
Life*, Philadelphia, New Society Publishers.

GOUVERNEMENT DU QUÉBEC, 1997, *La place des femmes dans le  
développement des régions* (5<sup>e</sup> orientation de la politique en matière  
de condition féminine).

MICHAUD, Anne, 1997, *Une ville à la mesure des femmes : le rôle  
des municipalités dans l'atteinte de l'objectif de l'égalité entre  
hommes et femmes*, Programme Femmes et Ville, Ville de Montréal  
et Bureau international, Fédération canadienne des Municipalités.

POUR  
APPROFONDIR  
VOTRE  
RÉFLEXION  
ET VOS  
DÉBATS

**POUR  
APPROFONDIR  
VOTRE  
RÉFLEXION  
ET VOS  
DÉBATS**

FORTIN, Maryse, 1997, *Avis du Conseil du statut de la femme sur la politique de soutien au développement local et régional*, Conseil du Statut de la femme.

CHEVRIER, Marie-Pierre, 1998, *Agricultrices et développement régional. Étude sur la problématique de leur implication dans les instances décisionnelles en Montérégie secteur est*, Ministère de l'Agriculture, des Pêcheries et de l'Alimentation du Québec et Syndicat des agricultrices de St-Hyacinthe.

MINGUY, Claire, Anne MICHAUD et Hélène MEAGHER, 1998, *Participation à la 1<sup>re</sup> conférence internationale d'EUROFEM sur le développement local et régional selon l'approche de genre* (Hämeelinna, Finlande), Rapport de Mission.

REGROUPEMENT DES GROUPES DE FEMMES DE LA RÉGION 03 (Québec-Portneuf-Charlevoix), 1998, *Les femmes dans l'espace régional de Québec, Solidaires dans le développement*, En partenariat avec la Chaire d'étude Claire-Bonenfant sur la condition des femmes, Université Laval.

CONSEIL D'INTERVENTION POUR L'ACCÈS DES FEMMES AU TRAVAIL (CIAFT), 1998, *Mettre le cap sur la condition féminine... ou le guide féministe en intervention régionale*.

MARCHE MONDIALE DES FEMMES DE L'AN 2000, Octobre 1998, « 2000 bonnes raisons de marcher », *Bulletin spécial de la rencontre internationale préparatoire à la Marche mondiale de l'an 2000*.

COALITION POUR UNE TRANSFORMATION DU SYSTÈME DE SANTÉ ET DES SERVICES SOCIAUX, Novembre 1998, *Pour des services sociaux et de santé adaptés aux attentes des femmes, Cahier de revendications*.

MÉDA, Dominique, 1999, *Qu'est-ce que la richesse*, Paris, Aubier

## LOCALISATION OU « RÉORGANISATION » ?

MOUVEMENT POPULAIRE ET COMMUNAUTAIRE 04, Mars 1996, *Le développement local* (Léo et Lili et une petite histoire d'information sur de grandes questions??? concernant l'avenir).

KLEIN, Juan-Luis, 1996, « Action collective et développement local : de l'atomisation à la restructuration de la société civile », *Economie et solidarités* (revue du CIRIEC), vol 28, no 1, p. 31-42.

LEMIEUX, Vincent, 1997, *La décentralisation*, Québec, Institut québécois de recherche sur la culture.

MOUVEMENT D'ÉDUCATION POPULAIRE ET D'ACTION COMMUNAUTAIRE DU QUÉBEC (MEPACQ), Décembre 1997, *La localisation, la régionalisation et... la mondialisation, Enjeux et impacts de la « Réorganisation » en cours.*

GREASON, Vincent, 1998, « La nouvelle carte des structures régionales et locales », *Relations*, no 643, p. 206-210.

ACTES DU 4<sup>E</sup> COLLOQUE DE NOUVELLES PRATIQUES SOCIALES, 1998, « Décentralisation et gouvernement local : quelle place pour le social? », *Cahier du LAREPPS* no 98-02.

KLEIN, Juan-Luis, *Décentralisation du développement et action collective*, p. 10-19.

PROULX, Jean, *Les enjeux et les défis du communautaire dans le processus de décentralisation*, p. 20-24.

LÉPINE, Yolande, *Des nouvelles formes de démocratie sociale dans des communautés rurales*, p. 32-36.

BÉRUBÉ, Christianne, *Conditions de réussite de la décentralisation*, p. 63-70.

FRADETTE, France, *La décentralisation dans le domaine de la santé et des services sociaux : l'expérience de deux territoires de MRC*, p. 71-78.

GUAY, Daniel, *La reconcentration du pouvoir ailleurs, mais pas autrement*, p.78-81

CONSEIL DE LA SANTÉ ET DU BIEN-ÊTRE, 1998, Rapport du forum sur le développement social.

**POUR  
APPROFONDIR  
VOTRE  
RÉFLEXION  
ET VOS  
DÉBATS**

**EN FAVEUR D'UN DÉVELOPPEMENT  
LOCAL SOLIDAIRE...**

INSTITUT DE FORMATION EN DÉVELOPPEMENT  
ÉCONOMIQUE COMMUNAUTAIRE (IFDEC), 1997, *Territoires  
d'avenir*, Rapport de mission de la délégation québécoise à la  
convention Territoires d'Avenir, Carcassonne, France.

SOLIDARITÉ RURALE QUÉBEC, 1998, *Outils de discussion pour la  
Corvée d'idées*.

D'AMOURS, Martine et Claire CARDON-DUBOIS, 1998, *Synthèse  
de la remontée des défis, Répertoire et analyse de 245 initiatives de  
développement local*, Les rencontres mondiales du développement  
local.

**LES CENTRES DE FEMMES :  
CHANTIERS, VISIONNAIRES,  
PARTENAIRES, PÉPINIÈRES...**

BELLEAU, Josée et Martine D'AMOURS, 1993, *Tous les moyens du  
bord, Les centres de femmes : des chantiers économiques*, L'R des  
centres de femmes du Québec.

L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC, 1995, *Les centres de  
femmes : des sentiers et des chantiers économiques*, Cahier du  
séminaire de formation sur le développement économique  
régional.

L'R DES CENTRES DE FEMMES DU QUÉBEC, 1997, *Femmes, santé  
et régionalisation : visionnaires et partenaires*, Cahier-synthèse des  
séminaires.

PHARAND, Sylvie, 1998, *Conscience féministe et pouvoir d'agir. Les  
centres de femmes, une pépinière de pratiques pour la santé mentale  
des femmes*, L'R des centres de femmes du Québec.